présent ordonnance au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire, tout titulaire de droits acquis par un dépôt de marque antérieur au 3 juillet 1962, doit, à peine de déchéance, adresser au service compétent :

— Une demande de maintien en vigueur comportant le modèle de la marque, l'énumération des produits ou services auxquels s'appliquent la marque et les classes correspondantes » ,

Le reste de l'article sans changement.

Art. 2. — L'article 43 de l'ordonnance n° 66-57 du 19 mars 1966, susvisée, est modifié comme suit :

« Les dépôts de marques visés à l'article 40, et arrivés au terme de la protection de 15 années, entre le 3 juillet 1962 et la date de la publication de la présente ordonnance au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire, peuvent être valablement renouvelés dans un délai de 9 mois à compter de ladite publication » .

Art. 3. — La présente ordonnance sera publiée au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire

Fait à Alger, le 14 octobre 1966,

Houari BOUMEDIENE.

Ordonnance n°66-314 du 14 octobre 1966 portant création du Pari sportif algérien.

Le Chef du Gouvernement, Président du Conseil des ministres,

Sur le rapport du ministre de la jeunesse et des sports,

Vu l'ordonnance n° 65-320 du 31 décembre 1965 portant loi de finances pour 1966, notamment son article 5 bis ;

Ordonne :

TITRE I

DISPOSITIONS GENERALES

Chapitre 1

Création - dénomination - objet - siège

Article 1^{er}. — Il est créé, sous la dénomination de « Pari sportif algérien », un établissement public à caractère industriel et commercial, doté de la personnalité morale et de l'autonomie financière.

Le Pari sportif algérien est placé sous la tutelle du ministre de la jeunesse et des sports.

Art. 2. — Le Pari sportif algérien a pour mission d'organiser et d'exploiter à travers tout le territoire national, les concours de pronostics sur les compétitions sportives nationales et internationales autres que les courses de chevaux, en vue de réaliser des bénéfices destinés au financement de l'équipement sportif et de l'équipement socio-culturel en faveur de la jeunesse, ainsi qu'à l'attribution de subventions aux associations sportives et de jeunesse.

Art. 3. — Les conditions d'organisation, d'administration et de fonctionnement du Pari sportif algérien sont définies par les dispositions de la présente ordonnance et celles d'un règlement des jeux qui fera l'objet d'un arrêté du ministre de la jeunesse et des sports.

Art. 4. — Le siège du Pari sportif algérien est à Alger. Il peut être transféré dans tout endroit du territoire national par arrêté du ministre de la jeunesse et des sports.

Chapitre 2

Ressources et répartition des recettes

Art. 5. — Les ressources du Pari sportif algérien sont constituées par :

1) les recettes des enjeux qui seront réparties selon les dispositions de l'article 6, ci-après ;

2) le montant des primes allouées et non distribuées pour quelque raison que ce soit après les délais réglementaires ;

3) le produit des réparations civiles, remboursement de tous frais de procédure ou autres engagés par le Pari sportif algérien ;

4) les prêts, dons et legs ;

5) le produit des biens vendus ou services rendus par l'établissement.

Art. 6. — Les recettes d'exploitation mentionnées à l'alinéa 1^{er} de l'article 5, ci-dessus, après règlement des charges fiscales, sont versées dans un compte au trésor ouvert au nom du Pari sportif algérien.

Ce compte est débité :

— de la part, fixée à 45 % des recettes, revenant aux gagnants,

— d'un acompte de 15 % des recettes, à concurrence du montant global du budget du Pari sportif algérien régulièrement approuvé,

— du versement mensuel du solde du compte après ces deux premières opérations, à un compte OHB ouvert à cet effet au profit du ministre de la jeunesse et des sports pour la réalisation des objectifs prévus à l'article 2 ci-dessus.

Le montant des subventions à allouer aux organismes de sports et de jeunesse sera fixé annuellement par décision conjointe du ministre de la jeunesse et des sports et du ministre des finances et du plan.

Art. 7. — Le Pari sportif algérien sera doté par l'Etat d'un capital dont le montant, la nature et les modalités d'attribution seront fixées ultérieurement par arrêté conjoint du ministre de la jeunesse et des sports et du ministre des finances et du plan.

Art. 8. — Le capital peut être modifié chaque année dans les mêmes conditions que celles fixées à l'article 7 de la présente ordonnance.

TITRE II

STATUTS

Chapitre 1

Organisation administrative

Art. 9. — La gestion du Pari sportif algérien est confiée à un directeur qui exerce sa mission dans le cadre des délibérations prises par le conseil d'administration.

Il est assisté d'un sous-directeur chargé de l'administration et d'un sous-directeur chargé des relations publiques.

Art. 10. — Le conseil d'administration comprend 6 membres désignés nominativement par décret pris sur rapport du ministre de la jeunesse et des sports pour une durée de trois ans et répartis ainsi qu'il suit :

— un représentant du ministre de la jeunesse et des sports

— un représentant du ministre chargé des finances

— un représentant du ministre chargé du plan

— deux personnes proposées par le ministre de la jeunesse et des sports en raison de leur compétence.

— un représentant du personnel présenté par l'U.G.T.A. parmi les membres du conseil des travailleurs du Pari sportif algérien.

Le représentant du ministre de la jeunesse et des sports préside le conseil d'administration. En cas d'absence, la présidence est assurée par le représentant du ministre des finances et du plan.

Le directeur et le contrôleur financier du Pari sportif algérien participent aux réunions avec voix consultative.

Les fédérations sportives intéressées peuvent désigner un observateur pour assister aux réunions du conseil d'administration.

Le conseil d'administration peut également entendre toute personne qu'il estime susceptible d'éclairer ses délibérations.

Art. 11. — Le conseil d'administration est habilité à constater, par délibération transmise au ministre de la jeunesse et des sports, la carence de l'un de ses membres dans l'exercice de son mandat. L'intéressé est alors remplacé dans les conditions fixées à l'article 10.

Les membres ainsi désignés sont nommés pour le temps restant à courir pour l'achèvement du mandat normal de trois ans.

Art. 12. — Les membres du conseil d'administration sont individuellement et collectivement responsables de la bonne administration du Pari sportif algérien.

La loi n° 64-41 du 27 janvier 1964 et tout autre texte tendant à assurer la sauvegarde du patrimoine national leur sont applicables dans la limite de leurs attributions.